



**Conseil de la Communauté
Séance du 24 septembre 2018**

Session ordinaire

Le Conseil de la Communauté de communes du Val d'Amboise, Légalement convoqué s'est réuni le lundi vingt-quatre septembre deux mille dix-huit à dix-neuf heures à la Grange de Négron de Nazelles-Négron, sous la présidence de Monsieur Claude VERNE.

Date de la convocation:

Le 18 septembre 2018

Date d'affichage:

Le 18 septembre 2018

Nombre de conseillers Communautaires :

En exercice : 40

Présents : 33

Votants : 38

Votes exprimés :

Pour : 30

Contre : 5

Abstention : 3

Présents : Monsieur Claude VERNE Président, Madame Isabelle GAUDRON, Madame Chantal ALEXANDRE, Monsieur Michel GASIOROWSKI, Madame Nelly CHAUVELIN, Monsieur Claude MICHEL, Madame Evelyne LATAPY, Madame Valérie COLLET, Monsieur Dominique BERDON, Madame Myriam SANTACANA, Monsieur Daniel DURAN, Monsieur Thierry BOUTARD, Madame Josette GUERLAIS, Monsieur Christophe GALLAND, Madame Jacqueline MOUSSET, Madame Huguette DELAINE, Monsieur Pascal DUPRE, Madame Laurence CORNIER-GOEHRING, Monsieur Serge BONNIGAL, Monsieur Pascal OFFRE, Monsieur Patrick BIGOT, Monsieur Richard CHATELLIER, Madame Marie-France BAUCHER, Monsieur Christophe AHUIR, Madame Danielle VERGEON, Monsieur Damien FORATIER, Madame Déborah FARINEAU, Monsieur Claude COURGEAU, Monsieur Jocelyn GARCONNET, Madame Dominique LAMBERT, Monsieur Philippe DENIAU, Monsieur Michel CASSABE, Monsieur Laurent BOREL

Pouvoirs : Monsieur Christian GUYON donne pouvoir à Monsieur Claude MICHEL, Monsieur Jean-Claude GAUDION donne pouvoir à Madame Chantal ALEXANDRE, Monsieur Jean-Michel LENA donne pouvoir à Madame Huguette DELAINE, Monsieur Jean-Pierre VINCENDEAU donne pouvoir à Madame Déborah FARINEAU, Madame Marie-France TASSART donne pouvoir à Madame Marie-France BAUCHER et Madame Christine FAUQUET donne pouvoir à Monsieur Michel CASSABE

Excusé(s) : Mesdames TASSART et FAUQUET, ainsi que Messieurs GUYON, GAUDION, LENA et VINCENDEAU.

Absent(s) : Madame Marie-Claude METIVIER et Monsieur François BASTARD

Secrétaire de séance : Monsieur Serge BONNIGAL

Délibération n° 2018 – 05 – 11

Environnement – Développement durable

**Avis sur le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)
Et le rapport environnemental de la Région Centre Val de Loire**

Monsieur Pascal OFFRE, Vice-Président de la Communauté de communes du Val d'Amboise, présente la délibération suivante.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis défavorable de la commission Environnement – Développement durable en date du 6 septembre 2018,

Vu l'avis favorable des Bureaux Communautaires des 5 et 12 septembre 2018 ;

La loi n°2015-991 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 attribue la compétence de planification des déchets aux Régions, qui sont désormais responsables de la planification, de la prévention et de la gestion des déchets sur leur territoire.

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des déchets (PRPGD) se substitue aux trois types de plan préexistants :

- Plans départementaux de prévention et de gestion des déchets non dangereux,
- Plans départementaux de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics,
- Plans régionaux de prévention et de gestion des déchets dangereux.

Son contenu est précisé dans la réglementation (décret n°2016-811 du 17 juin 2016, codifié aux articles L.541-13, R.541-13 et suivants et D.541-16-1 du Code de l'Environnement) et inclut notamment :

- Un état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets ;
- Une prospective à termes de 6 et 12 ans de l'évolution des quantités de déchets produites sur le territoire en intégrant les évolutions démographiques et économiques prévisibles ;
- Des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets, déclinant les objectifs nationaux de manière adaptée aux particularités de la région ;
- Une planification de la prévention et de la gestion des déchets, qui recense les actions prévues et à prévoir pour atteindre les objectifs ;
- Les installations qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer afin d'atteindre ces objectifs et de gérer l'ensemble des déchets pris en compte, en cohérence avec les principes de proximité et d'autosuffisance ;
- Un Plan Régional d'Action en faveur de l'Economie Circulaire (le PRAEC).

Le PRPGD se base sur le respect des objectifs annoncés par l'État (et l'UE), à savoir :

- Réduction de 10% des DMA (déchets ménagers et assimilés) entre 2010 et 2020
- Lutte contre l'obsolescence programmée
- Développement du réemploi et préparation à la réutilisation (DEEE, textiles et ameublement)
- Augmentation de la valorisation matière des déchets organiques par un tri à la source

Il se donne en outre comme objectif transversal de mettre en place un observatoire régional des déchets et de l'économie circulaire à partir de 2019.

Concrètement, les objectifs en matière de prévention des déchets sont :

- Réduction des DMA de 10% en 2020 et 15% en 2025 (chiffre de référence : 558kg/an/hab)
- Réduction des DAE (déchets d'activités économiques) de 10% entre 2010 et 2031 (chiffres 2010 non-connus donc base de référence 2015)
- Réduction des déchets du BTP de 10% d'ici 2025 (chiffres 2010 non-connus donc base de référence 2015)

Pour ce qui est de la prévention de la production des déchets, il propose de favoriser le déploiement de la redevance incitative sur le territoire (6% actuellement en Région Centre Val de Loire) selon l'échéancier suivant :

- 23% de la population en 2020
- 38% en 2025
- Objectif supplémentaire : 68% en 2031

Sur les déchets organiques il prévoit de lutter contre le gaspillage alimentaire (réduction de 50% en 2020 et 80% en 2031) et de généraliser le tri à la source pour les ménages d'ici 2025 et leur traitement par compostage individuel et/ou collectif sur les territoires de tous les EPCI.

Globalement, il prévoit d'identifier et suivre les capacités de traitement des déchets organiques :

« La généralisation du tri à la source des bio-déchets, en orientant ces déchets vers des filières de valorisation matière de qualité, rend non pertinente la création de nouvelles installations de tri mécano- biologique d'ordures ménagères résiduelles n'ayant pas fait l'objet d'un tri à la source des bio-déchets, qui doit donc être évitée et ne fait, en conséquence, plus l'objet d'aides des pouvoirs publics ».

Sur les installations de traitement « ultime » et la filière CSR (*combustibles solides de récupération*), le plan prévoit de valoriser sous forme « matière » et « organique » :

- 55% des déchets non dangereux non inertes en 2020
- 65% en 2025
- 76% en 2031

En outre, il table sur une réduction de 30% des tonnages entrant en installation de stockage en 2020 et 50% en 2025 (par rapport à 2010) ; il préconise d'optimiser la valorisation matière des encombrants selon le modèle suivant :

- Favoriser les collectes en déchetterie ou sur appel (éviter les collectes Porte à Porte systématiques)
- Envoyer 100% des encombrants (déchèteries ou autres) en centre de tri ou sur-tri d'ici 2025.

Principes transversaux :

- Priorisation des installations et du traitement sur la Région, en acceptant un principe de proximité avec les départements limitrophes.
- Interdiction de création de nouvelles installations de stockage et/ou d'incinération, d'extension de capacité et l'extension géographique des sites actuels ou encore la reconstruction d'installations si celles existant venaient à fermer.

Concernant les installations diverses existantes ou à créer :

- Moderniser et sécuriser le parc des déchetteries ;
- Adapter le réseau des installations de regroupements et transferts ;
- Moderniser et adapter le nombre de centre de tri

(Environ 1 centre de tri pour 500 000 habitants)

Quant aux CSR (*combustibles solides de récupération*) :

- Encadrement de l'utilisation de CSR ;
 - Autorisation de préparation des CSR à partir des refus de tri de la région et des départements limitrophes ;
 - Utilisation des CSR pour valorisation énergétique uniquement dans les installations régionales. Et seulement si, ces dernières ont vocation à un procédé industriel (ex: cimenterie), production de chauffage ou électricité dimensionné à un besoin local ;
 - De plus, ces installations doivent/devront être adaptables pour pouvoir brûler d'autres combustibles pour éviter la dépendance à une filière particulière.
- = pas de possibilité de construction de structures dédiées à la valorisation seule des CSR.**

Ces documents sont joints en annexe.

Conformément à l'article R.541-22 du Code de l'Environnement, le conseil régional du Centre-Val de Loire doit soumettre pour avis le projet de plan et le rapport environnemental notamment aux collectivités et établissements publics organisateurs en matière de collecte et de traitement des déchets. De ce fait Val d'Amboise a été sollicitée par courrier le 24 mai dernier pour donner son avis.

La commission « environnement développement durable », réunie le 6 septembre 2018, a débattu de ce projet. Le Bureau également dans sa séance du 12 septembre 2018.

L'impératif écologique qui sous-tend le plan présenté est parfaitement pris en compte. A ce titre, il est tout à fait cohérent avec la démarche environnementale que porte Val d'Amboise à travers ses compétences, notamment par la définition et la mise en œuvre du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). Il porte de grandes ambitions que la Communauté de communes ne peut que partager.

Il est cependant indispensable que ce plan soit complété par un calendrier de mise en œuvre plus détaillé que des objectifs à 7 ou 10 ans et que soient déclinés les budgets à mettre en œuvre et les moyens de financement correspondant, au-delà des classiques appels à projets. Cette planification budgétaire doit faire partie intégrante de ce document pour que celui-ci soit effectivement mis en œuvre.

Ce plan doit aussi tenir compte des démarches en cours, des projets très avancés, menés par les territoires afin de parvenir aux choix les plus rationnels qui combineront l'impératif écologique et l'efficacité économique et prendront en compte les besoins immédiats et ceux de moyen-long termes.

Afin que ce plan soit ainsi affiné, décliné par territoire et doté d'une prospective budgétaire réelle, il est indispensable de reprendre la concertation, notamment avec les collectivités, établissements publics et syndicats directement chargés de la compétence, qui sont les premiers concernés mais sont sous-représentés dans le comité de pilotage de ce plan.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide:

- **D'ÉMETTRE** un avis favorable sur le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la Région Centre-Val de Loire et le rapport d'évaluation, avec des réserves quant à l'absence de planification territoriale et de prospective budgétaire ;
- **DE DEMANDER** la poursuite de la concertation afin d'aboutir à un plan permettant la mise en œuvre effective des ambitions affichées.

Transmis au Préfet le 28 SEP 2018
Reçu par le Préfet le 28 SEP 2018
Affiché ou notifié le 02 OCT 2018
Acte exécutoire
Le Président,

Le Président

Claude VERNE



REÇU EN PREFECTURE

le 28/09/2018

Application agréée E-legalite.com

99_DE-037-200043065-20180924-2018_05_11-



NOTE DE PRESENTATION DU PROJET DE PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS (PRPGD) ET DU RAPPORT ENVIRONNEMENTAL DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

I – CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET REGIONAL

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, promulguée le 7 août 2015, prévoit dans son article 8 que chaque Région soit couverte par un Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD). Un décret en date du 17 juin 2016 est venu préciser le contenu du PRPGD, ainsi que la procédure de consultation et d'approbation du Plan.

Le PRPGD a pour objet de coordonner, à l'échelle régionale, les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets sur une période de 6 et 12 ans, et de contribuer, à travers le Plan Régional d'Actions en faveur de l'Economie Circulaire, à la transition vers une économie circulaire.

Ce Plan constituera le volet déchets du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), en cours d'élaboration par la Région.

Le PRPGD se substitue aux trois types de plans déchets pré-existants :

- les plans départementaux de prévention et de gestion des déchets non dangereux,
- les plans départementaux de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics,
- les plans régionaux de prévention et de gestion des déchets dangereux.

Le Conseil régional du Centre-Val de Loire s'est engagé dans les travaux d'élaboration de son PRPGD par délibération en date du 21 octobre 2016. Elle a mené une large concertation en 2017 et début 2018, au travers de cinq réunions de la Commission Consultative d'Évaluation et de Suivi (CCES), de dix-neuf groupes de travail, de quatre ateliers territoriaux de l'économie circulaire et, dans un souci de démocratie participative, d'un panel de citoyens qui s'est réuni à quatre reprises au cours de l'année 2017 et a rédigé un avis citoyen.

Le 18 mai 2018, la CCES a rendu un avis favorable sur le projet de PRPGD et le projet de rapport environnemental.

Note de présentation du projet de PRPGD de la Région Centre-Val de Loire – mai 2018

Ainsi, conformément à l'article R. 541-22 du Code de l'Environnement, la Région Centre-Val de Loire doit désormais soumettre pour avis le projet de plan et le projet de rapport environnemental :

- aux conseils régionaux des régions limitrophes ;
- à la conférence territoriale de l'action publique ;
- aux autorités organisatrices en matière de collecte et de traitement des déchets ;
- au Préfet de région.

A défaut de réponse dans un délai de quatre mois à compter de la réception du courrier de demande d'avis de la Région, les avis seront réputés favorables.

La Région arrêtera ensuite le projet de plan et le rapport environnemental, éventuellement modifiés pour tenir compte des avis recueillis, avant la poursuite des phases de consultation prévues par la réglementation (avis de la mission d'autorité environnementale, enquête publique), l'objectif étant une approbation du PRPGD en juin 2019.

II – PRESENTATION DU PROJET DE PLAN

II-1. Etat des lieux

Le PRPGD de la région Centre-Val de Loire couvre l'ensemble du territoire régional et ses six départements (Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher et Loiret).

Il porte sur l'ensemble des déchets produits en région, sur les déchets gérés en région, sur les déchets importés pour être gérés en région ainsi que sur les déchets exportés pour être gérés hors région.

L'année de référence retenue pour la réalisation de l'état des lieux du Plan est l'année 2015. L'ensemble des données détaillées dans la présente note est issu de cet état des lieux.

Le gisement total de déchets produits en région Centre-Val de Loire est de 10,2 millions de tonnes, correspondant principalement à des déchets du bâtiment et des travaux publics - BTP (7 475 000 t soit 73,3%). 14% des déchets produits sont des déchets ménagers et assimilés - DMA (1 428 294 t, soit 552 kg/hab/an), 11% sont des déchets non dangereux des activités économiques (1 113 210 t), et 1,7% sont des déchets dangereux (174 107 t).

Au 1^{er} janvier 2015, la compétence « collecte » est exercée par 83 structures, et la compétence « traitement » par 69 structures. La loi NOTRe appliquée au 1^{er} janvier 2017 a modifié la structure de l'intercommunalité, diminuant notamment le nombre de collectivités en charge de la gestion des déchets sur le territoire régional.

La région Centre-Val de Loire dispose de nombreuses installations de gestion des déchets :

- 255 déchèteries publiques et 10 déchèteries professionnelles,
- 41 plateformes de compostage,
- 23 unités de méthanisation,
- 15 centres de tri des déchets ménagers et assimilés, dont 2 ne sont plus en activité en 2017,
- 23 centres de tri des déchets des activités économiques,
- de nombreuses installations de valorisation des déchets du BTP,
- 3 installations de maturation des mâchefers,
- 9 installations d'incinération,
- 2 cimenteries équipées pour traiter les déchets,

Note de présentation du projet de PRPGD de la Région Centre-Val de Loire – mai 2018

- de nombreuses installations de stockage des déchets non dangereux non inertes, dont 3 accueillant des déchets amiantés,
- plusieurs unités de traitement des déchets dangereux spécialisées, dont 3 unités de régénération de solvants, une unité de traitement des batteries usagées et de récupération du plomb,...

Les capacités régionales de traitement des déchets résiduels sont actuellement excédentaires, avec une prédominance d'incinérateurs au nord de la région, et de centres de stockage au sud.

Concernant le traitement :

- 44% des DMA sont valorisés sous forme matière et organique, tandis qu'un tiers des ordures ménagères résiduelles est enfoui, le reste étant en très grande majorité incinéré. Seuls 6% des déchets ménagers sortent de la région pour être traités.
- 76% des déchets du BTP suivent une filière de recyclage.
- 48% des déchets dangereux produits en région sont valorisés sous forme matière. Moins de 10% des déchets dangereux produits en région sont traités en région, tandis que les régions limitrophes traitent près de 80% de ces déchets dangereux.

II-2. La prévention des déchets

Concernant la prévention, 60% de la population régionale est couverte par un Programme Local de Prévention des déchets ménagers et assimilés (PLP) dans lequel s'étaient engagés 16 EPCI.

Les actions phares mises en place s'axent autour de deux thématiques : le développement du compostage et la lutte contre le gaspillage alimentaire.

De plus, le projet de Plan indique que :

- 5 collectivités en charge de la collecte et/ou du traitement des déchets sont engagées dans une démarche Zéro Déchet Zéro Gaspillage, soit 12% de la population régionale ;
- 6% de la population régionale est concernée par la tarification incitative ;
- Les recycleries et ressourceries connaissent un déploiement constant sur le territoire régional ;
- De nombreuses actions de sensibilisation à la prévention des déchets des activités économiques sont portées par des acteurs institutionnels ou des organisations collectives.

II-3. Les quantités et flux de déchets aux horizons 2025 et 2031

En tenant compte des objectifs de réduction à la source et de valorisation fixés par le projet de PRPGD de la région Centre-Val de Loire, les gisements à prendre en charge seront les suivants :

- Pour les déchets ménagers et assimilés : les productions passeront de 558 kg/hab. en 2010 :
 - à 503 kg/hab. en 2020, soit une réduction de 10%. Ceci représente une baisse de 55 kg/hab. et de près de 150 000 t.
 - et à 472 kg/hab. en 2031, avec une réduction de 15 % dès 2025 (474 kg/hab). Ceci représente une baisse de 86 kg/hab. et de plus de 235 000 t.
- Pour les déchets non dangereux des activités économiques, la production attendue est d'environ 1 002 000 t en 2031, soit une baisse de 10% par rapport à 2015.
- Pour les déchets du BTP, la production attendue est d'environ 6 631 000 t en 2025, soit une baisse de 10% par rapport à 2015.

II-4. La planification de la prévention et de la gestion des déchets

Dans le cadre de son plan, et à travers l'ensemble des objectifs et des actions du PRPGD, la Région aura, en priorité, pour objectifs de :

- Développer des démarches de mobilisation et de participation citoyenne autour des thématiques déchets et économie circulaire.
- Mettre en place un observatoire régional des déchets et de l'économie circulaire.

En plus de ces deux objectifs transversaux, et en veillant à respecter la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte et notamment la hiérarchie des modes de traitement, le PRPGD fixe 24 autres objectifs sur :

- la prévention et la réduction à la source des déchets, afin de réduire la production de DMA de 10% en 2020, et de 15% en 2025, la quantité de déchets du BTP de 10% entre 2010 et 2025 et la quantité de DAE de 10% entre 2010 et 2031 (objectifs 3 à 9) ;
- le captage et la valorisation matière et organique, afin d'améliorer la collecte et augmenter la valorisation matière et organique (objectifs 10 à 20 et objectif 26) ;
- les installations et le traitement des déchets résiduels, notamment le stockage et l'incinération. Le plan définit également un principe de proximité (objectifs 21 à 24) ;
- la gestion des déchets en situation exceptionnelle (objectif 25).

Le projet de Plan décline ensuite les 78 actions prévues pour atteindre ces objectifs de prévention et de gestion des déchets.

II-5. Des planifications spécifiques

Conformément à la réglementation, le PRPGD comporte des planifications spécifiques relatives aux biodéchets, aux déchets du BTP, aux déchets amiantés, aux déchets d'emballages ménagers et papiers graphiques, aux Véhicules Hors d'Usage (VHU), ainsi qu'aux déchets de textiles, linge de maison et chaussures.

II-6. Le Plan Régional d'Actions en faveur de l'Économie Circulaire

La Région Centre-Val de Loire a élaboré un Plan Régional d'Action en faveur de l'Économie Circulaire (PRAEC) portant sur les sept piliers de l'économie circulaire, en concertation avec les acteurs du territoire et sur la base du diagnostic de l'économie circulaire en région Centre-Val de Loire.

Dans le cadre de ce diagnostic, la comptabilisation des flux de matières à l'échelle régionale montre que :

- La région Centre-Val de Loire est productive voire autosuffisante pour certaines ressources (notamment biomasse issue de l'agriculture et de la forêt),
- Mais elle reste une région de transit avec peu de transformation sur place et une importante activité logistique.

De plus, 200 initiatives d'économie circulaire ont été recensées sur le territoire en 2017. Ce recensement montre qu'il existe de nombreuses opportunités de développement de l'économie circulaire en région et que certaines dynamiques sont déjà en cours. Cependant ces initiatives se caractérisent par une grande hétérogénéité des niveaux d'engagement, de maturité des acteurs et des secteurs d'activités. De plus, aucune dynamique globale n'est engagée, et les acteurs manquent de visibilité pour impulser des coopérations transversales. Enfin, de nombreuses études et travaux sont en cours sur l'économie circulaire et doivent être coordonnés pour améliorer la connaissance.

Les trois axes stratégiques du PRAEC sont les suivants :

- Axe « Acteurs » - Mettre en mouvement les acteurs (2 objectifs)
- Axe « Economie » - Conjuguer compétitivité et transition écologique (3 objectifs)
- Axe « Territoire » - Développer les projets collaboratifs des territoires (2 objectifs)

Ils sont ensuite déclinés en sept objectifs spécifiques et en 22 actions concrètes à mettre en œuvre.

III – PRESENTATION DU RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

L'évaluation de l'état initial de l'environnement indique que les enjeux environnementaux prioritaires pour lesquels la gestion des déchets est très impactante en région portent sur la qualité des sols, l'énergie, les autres ressources (bois, minéraux, métaux non ferreux...), le climat, les risques et les nuisances.

Sur ces compartiments environnementaux prioritaires, le PRPGD présente les effets suivants :

- Pour la qualité des sols et les risques, la diminution des impacts potentiels liés aux installations de stockage, à l'amélioration de la gestion des déchets par le tri à la source et à l'augmentation des taux de captage permettent de limiter les risques d'accidents et de pollution.
- Pour les autres ressources, le scénario du Plan a un impact favorable sur l'environnement car la prévention permet une préservation des ressources consommées. Cependant, la réduction des tonnages induit une diminution des matières premières secondaires disponibles.
- Pour le climat, les efforts de prévention permettent de réduire les GES émis même si les étapes nécessaires à la réutilisation émettront nécessairement des GES, ces émissions supplémentaires resteront minimales par rapport aux GES évités.
- Pour l'énergie, si le respect de la hiérarchie des modes de traitement permet de réduire les GES de par la prévention et la valorisation organique et matière, cela induit une diminution de la production d'énergie thermique ou électrique via la valorisation énergétique.
- Pour les nuisances, les distances parcourues diminuent par rapport au scénario fil de l'eau, tout comme les tonnages à valoriser ou à éliminer, ce qui permet une réduction des nuisances liées à ces activités.

Même si le scénario du PRPGD a un bilan environnemental globalement positif par rapport au scénario « fil de l'eau », certains effets résiduels négatifs ont été identifiés. Des mesures sont donc proposées afin d'éviter, réduire ou compenser ces effets sur les compartiments environnementaux à enjeux prioritaires.

IV – LA GOUVERNANCE DU PLAN

Si des décisions énoncées dans le Plan et intégrées dans le SRADET s'imposent aux personnes morales de droit public et à leurs concessionnaires, le plan est aussi un outil de définition, d'animation et de pilotage des politiques locales de prévention et de gestion des déchets.

Si la Région, notamment au travers de l'observation, reste au cœur de l'exercice de planification, il conviendra de poursuivre les débats avec les nombreux acteurs publics et privés concernés par ces questions, tout comme avec le citoyen.

Cette première étape a été franchie avec succès lors de l'élaboration du Plan et il conviendra ainsi de continuer sur cette lancée avec :

- Une réunion d'une instance de suivi à minima une fois par an pour suivre l'avancée des actions, notamment au travers des indicateurs ;
- Des réunions de groupes de travail pour mener à bien les actions, dans un calendrier qui sera défini en fonction des priorités ;
- La diffusion des données issues de l'observatoire, via une communication adaptée (possibles réunions spécifiques, synthèses, newsletters, rapports...). Ces données permettront des échanges stratégiques et prospectifs.

Ces instances viseront à la cohérence des actions mises en œuvre par les différents acteurs, et notamment entre EPCI, ainsi qu'à leur accompagnement dans la mise en œuvre des actions du Plan. Elles permettront également d'identifier les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre et la recherche de solutions collaboratives ainsi que la diffusion des pratiques inspirantes.